

CFA pour cette année 2022-2023, soit plus de deux fois les chiffres de l'année scolaire précédente.

« Cela fait partie intégrante de la politique de notre CFA », assure Thierry Berger, président de Formasup. Le centre se donne les moyens de ses ambitions, un service spécial pour la mobilité de deux personnes a vu le jour. Son

2018 visant à « renforcer et accompagner la liberté des individus dans le choix de leur formation ».

Une plus value pour les entreprises

Un étudiant souhaitant partir voit plusieurs possibilités s'ouvrir à lui. Il peut prétendre à une mobilité courte, jusqu'à 30 jours ; à une mobilité hy-

Le cadre légal actuel oblige les entreprises à suspendre le contrat de l'apprenti, et donc le paiement, pour toute mobilité dépassant quatre semaines. « Nous militons nationalement pour que cette obligation de suspension devienne une possibilité de suspension », affirme Danielle Sionneau, directrice du CFA Formasup Méditerranée. « Il ne

travailler avec l'entreprise Polyaéro. « J'apprends beaucoup des technologies françaises, ce sera utile pour l'entreprise en Espagne », soutient-il. L'échange entre les jeunes européens passe, désormais, aussi par le monde de l'entreprise.

Paul Berger

Plus d'informations sur formasup-med.com

Le voyage attire les collégiens rêveurs

Deux établissements des quartiers Nord et un des quartiers Sud se sont associés pour promouvoir la mobilité européenne. Des collégiens se sont mélangés vendredi pour une journée d'activités au parc Borély.

C'est la première fois qu'on se rencontre », s'enthousiasme Mme Sanchez, professeure de français au collège Saint-Joseph Viala. « Ils ne sont pas habitués à rencontrer des gens extérieurs à leur collège », confie à l'unanimité les professeurs présents. Des élèves des établissements privés Provence (8^e), Saint-Mauront (3^e) et Saint-Joseph Viala (15^e), se sont réunis vendredi au parc Borély dans le cadre des Erasmus Days (9-14 octobre) qui promeuvent les échanges internationaux sur le vieux continent. Des jeux sur le thème de l'Europe et des activités physiques étaient au programme. Même si beaucoup n'en ont pas les moyens, les collégiens veulent voyager. « On aimerait bien étudier aux États-Unis », confie Gassolina et Amira, scolarisées au col-



Les élèves de trois collèges marseillais étaient rassemblés vendredi au parc Borély dans le cadre des Erasmus Days.

PHOTO D

lège Saint-Joseph Viala. D'autres ont des envies plus originales. « J'aimerais bien aller en Europe de l'est, en Albanie ou en Croatie », sourit Ikmal, en 4^e au collège Saint-Mauront.

En 2021, Erasmus + a élargi son programme aux collèges et lycées pour leur permettre de construire des projets internationaux. C'est dans ce cadre que les trois collèges se sont associés. « On a une vision de cordée solidaire. Si un établissement a plus d'argent qu'un autre, il peut l'aider », explique Mme Dhomps, professeur de français au

collège de Provence. Au-delà des affichages, des clubs Erasmus et des cours de langues, cette solidarité permet de nourrir de plus grandes ambitions après avoir monté un dossier d'accréditation Erasmus. Les élèves de Saint-Joseph Viala vont bientôt partir à Berlin. « Les plus petits établissements sont obligés de se raccrocher à des plus grands car si 80 % des fonds viennent d'Erasmus, le reste doit être avancé », détaille Mme Dhomps. Les trois établissements ont fixé une nouvelle rencontre en juin prochain.

Elliott Dognon

Centre national des arts de la rue et de l'espace public, Lieux publics organisera pendant la journée une « Ride divine, procession à roulette et défilé spectaculaire confectionné lors d'ateliers participatifs » menés avec des skateurs et cyclistes.

Mobilisation au Centre d'action médico-sociale précoce



Vendredi midi, après la manifestation intersyndicale pour les salaires, les agents du centre d'action médico-sociale précoce se sont rassemblés devant l'hôpital Salvator (9^e), face aux problématiques pour la prise en charge des enfants porteurs de handicap. L'intersyndicale CGT et SUD dénonce un manque de personnel, un manque de structures de proximité, des délais de prise en charge trop longs et la souffrance psychologique ainsi que la précarité des familles.